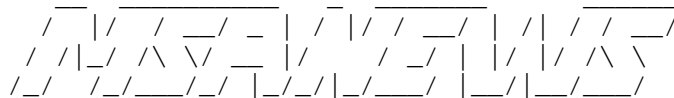


Subject: MSANEWS: Jean-Francois Legrain: The Bantustans of All



MSANEWS Home Page: <<http://www.mynet.net/~msanews/>>
 Comments to the Editors: <msanews-ed@faith.mynet.net>
 Submissions for MSANEWS: <msanews@faith.mynet.net>
 Problems with subscription: <msaosu@postbox.acs.ohio-state.edu>

Support MSANEWS, a project of learning and enlightenment
 "A Mind is a Terrible Thing to Waste"

Source: Direct Submission
 Date: Wed, 23 Oct 1996 11:17:11 +0000
 Titre (Francais): Les bantoustans d'Allah
 Title (English): The Bantustans of Allah
 By: Jean-Francois Legrain
 Language: French

NOTE:

Monsieur Jean-Francois Legrain is a French political scientist. A research fellow at Maison de l'Orient in Lyon, France, he is specialized in Middle East and Palestinian affairs.

ABSTRACT:

In a situation of quasi-absolute supremacy, Israel has imposed on a defeated Arafat the terms of a "peace" which cannot lead to a rearrangement of the conditions of occupation, argues Legrain. Faced with failure to realize peace and recover land, which the PLO has made the cornerstone of its foundation, the process made [Palestinian] Islamists the only heirs of struggle, integrating both nationalism and religious reference and making of Palestine not the source of identity by the place of its destruction: An eschatological language of fight between Good and Evil has replaced nationalist discourse, making the unity of the group independent of return. The process has been coupled with a demonization of these heirs, whose contradictory day to day statements confuse matter further, on the part of both Israel and the Palestinian National Authority. (eds.)

TEXT:

Les bantoustans d'Allah

Ce texte est la version originale francaise de l'article paru dans Al-Arabi, Le Caire, 21/08/95 sous le titre " Hamas heritier d'Arafat dans la confrontation avec Israel".

Mais qu'est-ce qui fait courir Rabin?

Plus d'un an apres sa signature, la mise en oeuvre de l'accord du Caire dit "Gaza-Jericho d'abord" a permis de verifier la pertinence des analyses les plus pessimistes qui avaient ete faites de la "Declaration de principes sur des arrangements interimaaires d'autonomie" signee a Washington le 13 septembre 1993. En situation de quasi absolue suprematie, Israel y avait impose a un Arafat defeat les termes d'une "paix" qui ne pouvait conduire qu'a un rearrangement des conditions de l'occupation. L'accord de Washington n'a, ainsi, jamais ete a meme de creer les conditions d'une "paix juste et durable" entre Palestiniens et Israeliens.

Il permet de fait aujourd'hui, avec l'assentiment tacite de la communauté internationale, de légitimer le développement d'une prétendue "solution" de type "bantoustans" doublée d'une politique de ségrégation. Multipliant les négociations de sous-accords partiels, l'Etat hébreu n'a fait que reporter les échéances, soumettant périodiquement son redéploiement à de nouvelles conditions et introduisant de nouvelles étapes susceptibles d'être subdivisées en plusieurs phases, elles-mêmes renvoyant à un morcellement sans cesse accru du territoire et à une multiplication discriminante des statuts personnels.

Pareille mise en œuvre renvoie à une constante avérée de la politique israélienne envers les Palestiniens: le contournement systématique de leurs revendications nationales. Depuis 1975, avec le memorandum Kissinger-Allon, Israël était parvenu à faire valoir auprès des Etats-Unis son refus d'envisager des droits nationaux palestiniens et l'éventualité de la création d'un Etat palestinien à ses côtés. Il n'est donc pas étonnant que cette politique déjà ancienne et visant à priver les Palestiniens de tout droit à l'autodétermination, au retour et à l'édification de leur Etat soit parvenue à s'imposer dans la rédaction de la Déclaration de principes dans laquelle les Palestiniens ont été contraints d'abandonner la référence à "toutes les résolutions de l'Onu pertinentes sur la question palestinienne".

Dans un tel contexte, qualifier de "reconnaissance mutuelle" l'échange de lettres de septembre 1993 entre le Premier ministre d'Israël et le président de l'Olp est une contre-vérité se prêtant à la manipulation politique. Si, en effet, Yasser Arafat y confirme bien que "l'Olp reconnaît le droit de l'Etat d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité" et que "les articles de la Charte palestinienne qui nient à Israël le droit à l'existence [...] sont désormais inopérants et sans validité", Yitzhak Rabin, quant à lui, se contente de signifier qu'à "la lumière des engagements de l'Olp [...], le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'Olp comme le représentant du peuple palestinien". Face à la renonciation des Palestiniens à la Palestine tout entière et à leur reconnaissance des droits nationaux israéliens, seule la reconnaissance par Israël des droits nationaux palestiniens et son corollaire la renonciation au sionisme auraient constitué une véritable "reconnaissance mutuelle".

Alors que l'Olp avait fait de la récupération du territoire le fondement de son action et la base de l'unité nationale palestinienne par delà la dispersion géographique, la désillusion territoriale enfantee par l'accord a fait vaciller son emprise sur la société palestinienne; dans le même processus, elle a désigné les islamistes comme seuls héritiers légitimes potentiels d'autant plus facilement que ces derniers avaient su intégrer le nationalisme en islamisant ses référents tout en s'associant à la lutte patriotique pour ensuite en prendre le contrôle exclusif. Devant l'impossibilité de recouvrer le territoire, le lien social se trouvant lui-même menacé, le référent religieux pouvait alors fonctionner comme un recours efficace. Faisant de la Palestine non plus la source de l'identité mais le lieu de son épanouissement, le mouvement islamiste, fort de son vaste réseau associatif, caritatif et culturel, pouvait immédiatement apparaître comme le lieu "naturel" de la réponse à apporter à la désintégration sociale.

Rien aujourd'hui, pourtant, ne laisse entrevoir une capacité militaire ou politique des islamistes à renverser le pouvoir d'Arafat. Leurs appareils militaires ne sont, en effet, constitués que d'un nombre restreint d'individus à l'armement des plus rudimentaires. En dehors d'opérations ponctuelles à objectif limité, ils sont quasi impuissants face à une armée israélienne hyper-sophistiquée comme face à la police palestinienne de plus en plus nombreuse. L'islamisme ne semble pas, à court terme, en meilleure posture politique. En dépit des frustrations grandissantes de la population palestinienne et de son indéniable capacité de mobilisation, il a échoué à s'attacher l'ensemble des oppositions à l'accord de Washington (échec du "groupe des Dix" de Damas et maintien au sein du Fath de son importante opposition interne). Élément incontournable de la scène politique, certes, et rival du Fath en terme de soutien militant, l'islamisme palestinien n'a pas la possibilité de traduire

institutionnellement sa puissance de mobilisation sur une scene politique controlee par l'Olp.

En depit de sa capacite a legitiment assumer l'heritage de l'Olp et du nationalisme, l'islamisme palestinien a, de fait, choisi de marginaliser sa mouvance revolutionnaire au profit d'une politique de type neo-fundamentaliste. L'operation revolutionnaire menee a Gaza le 25 juin 1995 contre des soldats israeliens avait ainsi ete revendiquee par les Kataeb al-Qassam puis par le bureau d'information de Hamas a Amman; un troisieme communique, signe des Kataeb mais attribue au commandement politique de Hamas dans les territoires occupes memes, a nie toute implication du mouvement. Une operation de desolidarisation de l'aile politique de Hamas est donc bel et bien en train de s'operer.

Une telle decision, si elle constitue bien une rupture avec la trajectoire recente du mouvement, n'est cependant pas une trahison ni de son histoire ni de ses ideaux. Hamas, en effet, est apparu en 1987 en tant que "bras actif des Freres musulmans" que sous la pression de la mobilisation de l'intifada. La tradition ideologique et politique des Freres, telle qu'illustree par exemple dans la Jordanie voisine, les conduit avant tout a revendiquer la reconnaissance de la part de l'Etat de leur legitimité a etre et a agir dans un partage des taches: a l'Etat le "politique" avec la Defense et les Affaires etrangeres; aux Freres, la societe avec le culte, la moralite et l'education. Dans le champ palestinien, un accord comparable avait, d'ailleurs, regie pendant une decennie entiere (1977-1987) les rapports entre eux et Israel. En s'abstenant de toute intrusion dans le champ de la lutte active anti-israelienne, ils s'etaient acquis de la part de l'occupant une entiere liberte d'agir dans l'etablissement, le financement et le fonctionnement de leur reseau.

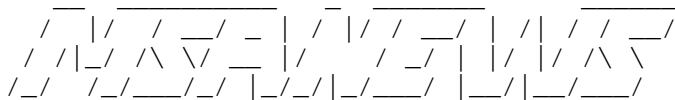
Plus que la lutte armee, le retour a la religion apparait bien dans la litterature de Hamas comme l'expression privilegiee du jihad. En replacant la Palestine au niveau eschatologique de la benediction divine et du combat entre le Bien et le Mal, le mouvement islamiste palestinien fait de la terre non plus la source de l'identite, comme c'etait le cas avec le nationalisme, mais le lieu naturel de son epanouissement passe et futur. L'islam devient ici le fondement de l'identite de l'individu comme de la societe. Immmediatement disponible, il permet la reconstruction, des aujourd'hui, de l'unite du groupe qui n'est plus conditionnee par le retour prealable au territoire.

Tout le discours normatif peut, des lors, se traduire au jour le jour par des pratiques diverses sinon contradictoires. Chaykh Ahmad Yasin lui-meme, fondateur et guide spirituel de Hamas, condamne a perpetuite par Israel et toujours detenu en depit de ses infirmités, avait ainsi declare des 1990: "Nous ne voulons pas la fin de l'Etat d'Israel, et nous sommes prêts a negocier avec ce pays a condition qu'il reconnaisse le droit du peuple palestinien a vivre en paix et librement sur sa terre". C'est, cependant, ces deux dernieres annees, a un moment o les operations militaires montees par les Kataeb Ezzedine al-Qassam se multipliaient, que Hamas a declare sa capacite d'envisager une coexistence plus ou moins transitoire avec l'Etat d'Israel. Cette position doit sa publicite a Musa Abu Marzuq, chef du bureau politique de Hamas, selon lequel "il peut y avoir un accord de paix ou une armistice pour sortir de l'imbroglio regional et sortir de la crise. Les resolutions des Nations-unies et du Conseil de securite ont considere que la Cisjordanie, Gaza et Jerusalem etaient des territoires occupes que possedait et sur lesquels vivait le peuple palestinien. Si Israel souhaite que la resistance cesse des a present, les etapes suivantes doivent etre respectees: 1 - retrait des forces israeliennes de la Cisjordanie, de Gaza et de Jerusalem; 2 - demantelement des colonies; 3 - dedommagement pour les pertes et les victimes de l'occupation; 4 - organisation d'elections libres qui permettent au peuple palestinien de choisir sa direction. [...]"

La demande israelienne d'extradition de Musa Abu Marzuq procede de la diabolisation initiee par l'Etat hebreu, et maintenant relayee par la Jordanie (son expulsion en mai dernier) et les Etats-unis (son arrestation le 27 juillet a New-York). Comment qualifier de mesure salutare pour le

processus de paix la neutralisation de celui qui incarne la volonte politique de parvenir a un accord negocié via la desolidarisation d'avec les groupes armes et dans le strict respect des resolutions de l'Onu dont l'oublieuse communaute internationale s'etait portee garante? Que penser d'un Nobel de la paix qui se rend aux arguments de ses conseillers militaires les plus radicaux au mepris des avis legaux des representants du pouvoir judiciaire? Si pour preuves materielles d'implication dans un attentat, la justice americaine se contente des "lourds soupcons" israeliens, l'autorite palestinienne pourrait legitiment, au nom de 'soupcons' tout aussi lourds, reclamer l'extradition des chefs du Shin Beth pour leur implication dans les attentats contre les responsables du Jihad islamique en novembre 1994 et en mai 1995 ou l'explosion de Gaza/Chaykh Radwan en avril 1995 contre les Kataeb de Hamas. A la diabolisation de l'Olp des annees 1970 succede aujourd'hui celle de ceux qui en sont les heritiers, les islamistes. En conformite, certes, avec l'accord de Washington mais en complet decalage avec la Palestine reelle, Israel pourra-t-il longtemps encore n'accepter pour interlocuteur que des partenaires soumis a son bon plaisir?

Jean-Francois Legrain
 Chercheur en Science Politique
 Maison de l'Orient - LYON - FRANCE



Views expressed on MSANEWS do not necessarily represent those of the MSANEWS editors, the Ohio State University or any of our associated staff and "watchers". Please obtain the necessary permission of the authors or rightful owners before forwarding any material to this list. Further distribution of material featured on this list may be restricted. In all cases, please obtain the owners permission before forwarding any items. This service is meant for the exchange of analyses and news, for both academic and activist usage. We depend on your input. However, this is not a discussion list. Thank you.

To subscribe, send e-mail to: <listserver@lists.acs.ohio-state.edu>
 with the message body "subscribe MSANEWS Firstname Lastname".
 To unsubscribe, send e-mail to the above address, with the message body "unsubscribe MSANEWS".

MSANEWS Home Page: <<http://www.mynet.net/~msanews/>>
 Comments to the Editors: <msanews-ed@faith.mynet.net>
 Submissions for MSANEWS: <msanews@faith.mynet.net>
 Problems with subscription: <msaosu@postbox.acs.ohio-state.edu>
